



## Communiqué de l'intersyndicale CPGE

**FERMETURES DE CPGE : EN 2024, COMME EN 2023, C'EST TOUJOURS NON !  
LE MINISTRE DOIT PRENDRE SES RESPONSABILITÉS ET LES ANNULER.**

**LUNDI 15 JANVIER : LES CPGE EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION NATIONALE À PARIS !**

Les 6 et 13 décembre 2023, des centaines de professeurs et d'étudiants, se sont mobilisés contre les fermetures de classes préparatoires programmées par le recteur dans plusieurs lycées parisiens. En soutien à ces mobilisations, et sachant que des fermetures sont prévues dans d'autres académies, les organisations syndicales SNES-FSU, SNFOLC, SNALC et CGT Educ'action 75 ont sollicité une audience ministérielle pour obtenir le retrait des projets de fermetures de CPGE.

Elles ont été reçues le 14 décembre par la conseillère sociale du ministre Gabriel Attal et par le recteur de l'académie de Paris. Mais la situation est restée bloquée le ministère préférant se décharger de ses responsabilités sur les rectorats en ce qui concerne la carte des CPGE et les projets de fermeture à Paris ou dans d'autres académies.

Refusant cet abandon du pilotage ministériel de la carte des CPGE ainsi que les fermetures de classes préparatoires alors même que le MEN annonçait des mesures censées défendre « *l'exigence des savoirs* », l'intersyndicale s'est adressée au Ministère de l'Enseignement Supérieur également concerné par le sort des CPGE, a organisé une conférence de presse conjointe avec les associations de professeurs de classe préparatoires le 20 décembre, et a appelé les collègues à poursuivre et amplifier la mobilisation le jeudi 21 décembre par tous les moyens à leur disposition (*envoi de motions au ministre, rassemblement, manifestation, grève...*). Une nouvelle manifestation a eu lieu à Paris, en direction du ministère.

Dans un communiqué en date du 23 décembre, les associations de professeurs de classes préparatoires dénoncent « *une remise en cause du modèle des CPGE scientifiques, commerciales et littéraires, elles qui fournissent pourtant à la nation, chaque année, près de 40 000 futurs cadres dans de multiples secteurs d'activité.* ».

Le ministre doit prendre ses responsabilités et annuler ces fermetures inacceptables alors que les CPGE ont vocation à contribuer, par leur ouverture sociale croissante, à la démocratisation de l'enseignement supérieur en France. Pour l'intersyndicale SNES-FSU, SNFOLC, SNALC et CGT Educ'action 75, en lien avec les associations de la Conférence des Classes Préparatoires, en 2023 comme en 2024, les revendications demeurent. L'intersyndicale et les associations décident par conséquent d'appeler l'ensemble des personnels à la grève et à une manifestation nationale, lundi 15 janvier, à Paris, pour exiger :

- le retrait de projets de fermetures de classes préparatoires aux grandes écoles à l'origine du mouvement ;
- un retour au pilotage national de la carte des CPGE via les deux ministères ;
- la reconnaissance de 48 étudiants par classe comme un maximum et non un minimum ;
- l'ouverture avec des moyens nouveaux de CPGE à destination de bacheliers professionnels ;
- la défense par les ministères des CPGE et de son maillage territorial passant, notamment, par l'ouverture d'internats ouverts y compris le week-end.

**Lundi 15 janvier 2024 : les CPGE en grève  
Manifestation nationale en direction du ministère,  
RDV à 13H00, place de la Sorbonne - Départ à 14h00**